

NI BLANC NI ROUGE : LE CAS DU FIUMORBO EN CORSE

Le Fiumorbo, en bordure de la mer Tyrrhénienne, est un pays de piedmont qui s'étend entre la rivière du même nom et de la Solenzara, au sud de la plaine orientale de la Corse. Aujourd'hui c'est la riche région de Ghisonaccia, agglomération champignon de cette « *Corse nouvelle* » née de la mise en valeur pionnière des terres alluviales et des plantations de vignes et d'agrumes qu'y effectuèrent principalement les rapatriés d'Afrique du Nord dans les années 60. Autrefois, les anciennes *pieves* de Cursa et de Covasina, devenues cantons du district de Cervione au moment de la Révolution française où nous nous situerons, étaient encore... et pour longtemps, une zone déshéritée, répulsive en raison de son insalubrité. Une faible population au genre de vie agro-pastoral y vivait repliée dans des villages perchés qui dominaient la plaine où alternaient marécages, *porrette* (terres caillouteuses), taillis de chênes, maquis ou maigres prairies naturelles, zone de cueillette, de pacage et de cultures céréalières sur brûlis. Décentré par rapport aux pôles urbains de développement (Ajaccio et Bastia) et à l'axe central de communication Nord/Sud, plus tourné vers la mer, l'île d'Elbe et la façade de la péninsule italienne que vers l'intérieur des terres, le Fiumorbo avait acquis la réputation d'un monde sauvage et impénétrable... un isolat dans une île. Repaire d'insoumis et de bandits, terre de prédilection de la violence et de la vendetta, le pays, comme les gens qui y vivaient dans des conditions difficiles et archaïques, offrait peu de prise à toutes formes de « progrès » de la civilisation dominante.

Comment la Révolution française fut-elle vécue dans cette région de Corse ? A-t-elle marqué un changement décisif dans les comportements et laissé des traces comme « acte fondateur » d'une idéologie et d'un rapport d'intégration de cette région à l'Etat central ? Fut-elle au contraire un simple épisode s'inscrivant sur un fond de permanence structurelle des réalités économiques et sociales ? Le Fiumorbo en est-il sorti transformé, son « image » a-t-elle été modifiée et l'« événement » y a-t-il acquis valeur de référence ? Ce sont là différentes formes de questions qui tournent autour d'une même interrogation posée par ce colloque : Midi « blanc » et Midi « rouge » ? Et pourquoi pas « noir » dans cette partie du *Mezzogiorno* de la France... le noir de l'anarchisme d'un milieu rural rebelle aux différentes formes d'insertion dans la société englobante. Suivre cette dernière piste c'est déjà annoncer la couleur !

S'il doit y avoir un acte fondateur des comportements sociaux et politiques dans le Fiumorbo, c'est loin dans le temps qu'il convient de le chercher, à l'époque génoise et jusqu'au XVI^e siècle, antérieurement même à la guerre dite des Français et de Sampiero Corso. Il faut remonter jusqu'à l'Office de Saint-Georges lorsque cette banque et société d'affaires de la métropole ligure commença à s'intéresser à la Corse et mit en œuvre les premiers moyens de tirer quelque profit d'un pays dont la conquête avait déjà coûté bien cher. Comme axe principal d'un programme de « développement » avant la lettre figure la mise en valeur de la plaine orientale, riche en potentialités céréalières et pourtant vide d'habitants pour raison d'insalubrité et d'insécurité. Nous avons déjà traité de l'aspect global de ce problème et nous ne nous y attarderons point ici¹. Qu'il suffise de rappeler comment le Fiumorbo entre autres zones littorales devint alors un enjeu entre la population locale et l'Etat colonisateur qui jeta son dévolu sur le pays et transforma en terres domaniales les plus belles portions de plaine qui servaient jusque là de parcours aux bergers suivant le régime du « commun ». C'est bientôt le temps des premiers *procoi* (domaines) du Migliacciario et de Covasina, des concessions emphytéotiques consenties aux patriciens génois, aux Doria, puis aux Invrea, aux Spinola et aux Fieschi et le problème agraire posé dans toute son acuité conflictuelle. D'un côté de « gros colons » absenteïstes mais qui donnent des instructions pour mettre en défens et exploiter plus rationnellement et de manière plus rentable des terres ou des bois que « négligeaient » les Corses ; de l'autre, les habitants du pays, les gens des villages de Ventiseri, Prunelli, Isolaccio... contraints de payer des droits de pacage (*erbatico*) ou de semailles (*terratico*) pour une jouissance qui était jusque là gratuite. Ajoutons-y l'exaspération des populations de l'intérieur, de Ghisoni, Vezzani, du Venacais et même du haut-Taravo qui voient se fermer devant leurs troupeaux de brebis ou de cochons des terrains de pacage d'hiver où ils effectuaient aussi bien quelques cultures dérobées. Entre les deux, quelques familles de notables dont les Martinetti du Fiumorbo même ou d'autres venus du Nord, de Bastia ou de Casinca, qui agissent comme *fattori* (intendants) des patriciens génois et qui ne se montrent pas moins âpres que leurs maîtres à percevoir les droits. Ils savent canaliser à leur profit le mécontentement des bergers et des paysans.

Cette situation entretient un climat permanent de tension fait d'incursions « sauvages » sur les *procoi*, de bris de clôtures, de rapines, de procès et de « descentes » armées des montagnards vers la plaine. Le paroxysme est atteint en 1730 lorsque ces foyers insurrectionnels donnent le signal de la révolte anti-génoise et d'une longue lutte de libération nationale. La première image à connotation idéologique que l'on perçoit alors dans le

1. « La politique domaniale de la Serenissime République de Gènes en Corse », colloque de Gènes sur *Genova et l'Oltremare*, 1981.

Fiumorbo est de coloration nationalitaire, répondant au slogan « *fora i Genovesi* » (les Génois dehors !). Ceux que les Génois désignent du nom de rebelles sont des « patriotes » qui combattent l'opresseur.

Pourtant les Fiumorbais ne sont pas les meilleurs soutiens de Pascal Paoli, maître d'œuvre d'une Corse indépendante (1755-1769). Divisés entre eux suivant une segmentation verticale de factions animées par des chefs de parti, défiants à l'égard des montagnards qui leur disputent leur territoire, on les trouve plutôt dans le camp des Matra, rivaux de Paoli, que dans celui du général de la nation Corse. Le nouveau régime ne leur a point « rendu » leurs terres : que les *procoi* demeurent biens domaniaux, exploités ou affermés par l'administration paoline puis française ou qu'ils soient partiellement acquis par des notables qui les avaient gérés pour le compte des Génois, le problème est le même pour les paysans et les bergers assujettis à l'*erbatico* et au *terratico*. Le Fiumorbo de Paoli reste une terre d'insoumission, rétive à l'emprise du pouvoir central qui s'y manifeste sous la forme de l'adjudicataire du domaine ou du percepteur de l'impôt. En 1767 dans une lettre à son correspondant local, Grazietti, Paoli s'exprime en ces termes des Fiumorbais : « *Vous savez combien ces gens sont peu au courant de notre système de gouvernement qui par ailleurs recueille une adhésion universelle* »². C'est toujours un pays de vendetta et de banditisme où le général doit à plusieurs reprises sévir. Si, à cette date, il accorde le pardon aux populations des pieves de Castello et de Fiumorbo « *pour délit de parti et de sédition* » et se réjouit de les voir « *revenues* » à de bonnes dispositions « *riguardo all'unione della patria e alla dipendenza di nostro governo* », il n'en demande pas moins de surveiller le secteur où il sera à nouveau appelé à intervenir³. Par ailleurs, s'agissant des anciens *procoi* génois, Paoli n'entend pas qu'ils redeviennent terres communes : ce sont des biens du domaine qu'il convient d'affirmer et il demande à Grazietti de veiller à faire rentrer les taxes et à « *consegnare a mani nostri i proventi* »⁴. Sans doute est-ce une raison importante de l'attitude séditeuse des Fiumorbais qui, comme d'autres populations pastorales, se retrouvent nombreux dans la clientèle des Matra malgré les compromissions de cette famille avec la Sérénissime République de Gênes. Ce n'est là qu'une des premières

2. Archives Départementales d'Ajaccio, Fonds Paoli, 202.

3. Paoli intervient encore en 1769 en envoyant dans le Fiumorbo une centaine d'hommes en armes sous la conduite de Nicodème Pasqualini et de Santo Fraticelli « *per calmare certe sedizioni* ».

4. D'autres instructions de Paoli vont dans le même sens, par exemple en 1764 lorsqu'il défend les intérêts du fermier Martinetti (« *Le gouvernement ne peut manquer à ses engagements en retirant la gestion du domaine à Martinetti* ») ou lorsqu'il donne à nouveau à ferme le domaine pour 3 ans en 1765 aux notables du pays Martinetti, Alessandrini et Valentini pur 1200 livres par an. En 1767 Paoli se plaint de l'attitude des habitants d'Isolaccio qui réclament le domaine comme bien communal « *il n'est pas d'usage, leur fait-il dire, d'affirmer les biens de l'Etat à des communautés ; cela ne s'adresse qu'à des particuliers d'autant plus que ces gens ont eu recours à la violence et qu'ils ont commis des dégâts récemment en coupant les armes du domaine.* » Ibidem.

contradictions apparentes d'un comportement fiumorbois propre à dérouter l'historien qui lirait trop mécaniquement agitation sociale et conscience idéologique.

Rien d'étonnant dès lors de voir sous l'Ancien Régime les Fiumorbais faire à nouveau figure de patriotes Corses et leur pays devenir une poche de résistance à la domination française. La région demeure un refuge de « bandits », elle accueille les plus célèbres d'entre eux, Zampaglino et Circinello ⁵, et donne du fil à retordre aux autorités militaires et judiciaires qui leur font la chasse. Le Fiumorbo, comme il le sera à nouveau en 1800, est un lieu de débarquement de *fuorusciti* (exilés) paolistes réfugiés en Toscane ou en Sardaigne. Pas de changement radical en ce qui concerne la gestion des anciens *procoi* puisqu'ils ne retrouvent toujours pas le statut de terres communes et que les utilisateurs continuent à payer *terratio* et *erbatico* à des adjudicataires du domaine... ou aux fermiers de particuliers qui ont succédé aux Fieschi et aux Spinola. On sait en effet que les Morelli de Bastia et les Frediani de Casinca, ralliés au gouvernement de Versailles, deviennent en 1782 propriétaires de l'essentiel des terres du Migliacciario et de Covasina et ils se montrent autant soucieux que leurs prédécesseurs de faire rentrer leurs *proventi*. Précisons que les agents du domaine royal comme ceux de la Sérénissime et du gouvernement de Pascal Paoli ont mission de percevoir des droits équivalents sur les portions de terres qui n'ont point été privatisées et que la subvention territoriale levée par les adjudicataires de l'impôt – des notables locaux – crée une situation aggravante pour les bergers et paysans du pays. Il ne nous semble pas, à voir les réactions des usagers, que le problème ait profondément changé de nature et la question qui se pose en 1789 est de savoir s'il va évoluer vers un conflit entre classes sociales assorti d'une conscience révolutionnaire. En d'autres termes le Fiumorbo est-il « rouge » en 1789 ?

Apparemment oui puisque c'est alors un des principaux foyers de révolte. Le schéma de 1730, mutatis mutandis, se reproduit à large échelle en Corse : incursions dans les anciens *procoi*, bris de clôtures, chasse à l'adjudicataire de l'impôt ou aux fermiers du domaine. Les masses populaires s'ébranlent, l'heure de la libération semble arrivée, les greffes des tribunaux de police champêtre sont brûlés, çà et là on arbore la cocarde tricolore et on plante des arbres de la liberté. Sous réserve d'un inventaire plus précis de ce qui s'est passé dans la région, c'est bien à ce « modèle » que se rattache le cas du Fiumorbo.

Quel rapport avec les mouvements populaires que l'on constate à la même époque sur le continent français et, çà et là, dans l'Italie péninsulaire où, en Piémont par exemple, l'agitation s'installe dans les campagnes

⁵ Voir A. CASANOVA et A. ROVERE, *Peuple corse, révolutions et nation française*, Paris, 1979.

lorsqu'on apprend ce qui se passe à Paris ⁶ ? En Corse le mouvement n'est pas anti-seigneurial et il n'y a pas de château à brûler, il n'est anti-féodal que si on raisonne en termes globaux de « *complexum feudale* » de l'Ancien Régime. Est-il pour autant progressiste et porteur d'une maturation de conscience de classe aux potentialités révolutionnaires ? Ce n'est pas évident car les aspirations vont dans le sens d'un retour au passé... un passé lointain, antérieur au temps des *procoi*, alors que les terres étaient « communes » et qu'on ne payait pas de droit de jouissance : l'Office de Saint-Georges, la Sérénissime République de Gênes, le gouvernement de Paoli, l'Ancien Régime, les Spinola et les Fieschi, les Morelli ou les Frediani... la conscience collective fait-elle la différence ? Comment est ressenti le message révolutionnaire amplifié en Corse même par les porteurs de nouvelles, de slogans et de textes tels que les articles du *Giornale Patriottico* de Buonarrotti qui s'est établi à Bastia ? L'enthousiasme est réel mais les Fiumorbais ne tardent pas à déchanter... comme leurs compatriotes qui, dans le Vicolais ou dans la région d'Ajaccio, attendent que la Révolution leur rende les terres communes dont ils se sentent toujours spoliés.

En Corse comme sur le continent, avec le retour au pouvoir de Paoli et des notables paolistes, la Révolution est bourgeoise, peu encline à porter atteinte au droit de propriété privée, hostile à l'archaïsme des formules communautaires (biens communaux, libre parcours) et l'Etat révolutionnaire, comme le révélera sous peu le rapport de Barrère établi pour la Corse, est non moins soucieux que ses prédécesseurs de sauvegarder ses droits domaniaux même s'il procède à la révocation des concessions faites à des particuliers, corses ou continentaux, nobles ou roturiers ⁷. Notons au passage que le Père de la Patrie (Paoli) entretient des relations étroites avec les Frediani propriétaires du Migliacciario bien qu'ils aient pactisé avec le gouvernement de Versailles et que Buonarrotti tout en étant à l'écoute des revendications populaires fasse alors encore confiance à Pascal Paoli.

Tout au long de la période révolutionnaire l'agitation est récurrente dans le Fiumorbo et à chaque phase de cette période trouble, le pouvoir local en place qu'il soit paoliste, anglo-corse ou républicain a la même attitude et tient le même langage envers les Fiumorbais. On dit d'eux qu'« *ils vont comme une nation barbare usant comme terrains de parcours de terres qui sont possédées de bonne foi par des propriétaires, rebelles à la loi la plus favorable au sein des nations civilisées* » ou encore qu'« *ils violent les droits les plus sacrés, font insulte à la loi qui est le fondement de la société et se portent à des excès propres à introduire l'anarchie* (souligné par nous) ⁸. C'est l'image des « primitifs de la révolte » telle que l'a brossée Hobsbawm.

6. D'une manière générale cf. J. GODECHOT *La Grande Nation*, Paris 1956 et, sur le Piémont, Rosalba DAVICO *Peuple et notables, essais sur l'Ancien Régime et la Révolution en Piémont*, Paris, 1981.

7. BARRERE, *Rapport sur les domaines nationaux de l'île de Corse*, Cullana de La Muvra, 1938.

8. Archives départementales d'Ajaccio I L 49.

Les concessions d'Ancien Régime ont été révoquées mais les Morelli et les Frediani ont conservé leurs droits de propriété. Ils se plaignent que « depuis 1789, les habitants de Fiumorbo ont envahi leurs domaines, ils y recueillent et s'approprient les récoltes, tuant le bétail jusqu'aux animaux de trait... récemment ils ont incendié les maisons et autres bâtiments ». Ils demandent que leur affaire soit examinée par le juge de Campoloro et non par celui du Fiumorbo qu'ils soupçonnent d'être de connivence avec les délinquants.

Là apparaît un aspect important de la question et déjà une explication sur la tournure ultérieure des événements : en employant le terme de Fiumorbais c'est aux éléments populaires que nous nous référons, ce qui pourrait donner à penser à une réaction de classe contre les propriétaires ou les fermiers du domaine. Les choses ne sont pas aussi simples : rappelons-nous qu'au temps de Paoli nombre de Fiumorbais « suivaient » comme *aderenti et partitanti*, c'est-à-dire clients, les Matra qui avaient été intendants ou fermiers de *procoi* génois. Cette structure de parti garde toute sa force sous la Révolution où les Martinetti, ex fermiers du Migliacciario et adjudicataires locaux de la subvention ou, plus tard, les Laurelli qui seront un temps gérants du domaine, gardent une clientèle populaire faite d'amis, de parents et de « *seggiaci* »⁹. Ces notables rivalisent entre eux et le clivage vertical de la société n'est pas favorable à une prise de conscience de classe chez ceux qui sont en situation de dépendance à l'égard de tel ou tel d'entre eux. Ici le juge de paix qui les protège n'est pas pour autant partisan d'une radicalisation dans la voie révolutionnaire. D'ailleurs, ces éléments populaires loin d'avancer des revendications progressistes de type partage agraire se réfèrent toujours d'une manière quelque peu mythique au temps du commun... celui où les terres étaient ouvertes où on ne payait pas de fermage, pas plus d'ailleurs que d'impôt et c'est en cela que leur attitude apparaît comme « anarchique » aux yeux de l'administration centrale¹⁰.

L'agitation persiste sous le royaume anglo-corse mais on ne note pas de liesse particulière en 1796 dans le Fiumorbo lorsque les troupes républicaines de l'armée d'Italie envoyées par Bonaparte « révolutionnent » à nouveau la Corse. Une fois de plus, si tant est que les Fiumorbais aient cru à quelque changement, ils doivent déchanter et, cette fois, c'est bel et bien dans le camp de la contre-révolution que nous les trouvons, faisant bon accueil aux *fuorusciti* rentrant de Toscane qu'ils soient paolistes, pro-anglais ou même royalistes. Pourquoi pas dès lors « Vive Paoli » « vivent les Anglais » et « à bas la République » puisque la question du Migliacciario n'est toujours pas réglée et que de nouveaux percepteurs se présentent dans le pays.

9. F. POMPONI, « Esprit de parti et sentiment révolutionnaire en Corse sous la Révolution Française » dans *Annales de la Révolution Française*, janvier-mars 1971.

10. Cela se retrouve sur le continent, cf. Fl. GAUTHIER, *La voix paysanne dans la Révolution Française, l'exemple picard*, Paris, 1977.

Comble de malheur pour le Fiumorbo en 1797, le pays est frappé par l'épidémie, « une sorte de peste » contractée lors du pillage d'un bateau barbaresque qui avait fait naufrage dans les parages. Les deux anciennes *pieves* de Cursa et de Covasina sont touchées et les habitants meurent comme des mouches. L'administration centrale du département du Golo récemment mise en place prend des dispositions et l'historien F.O. Renucci qui en fait partie est envoyé sur place comme commissaire en même temps qu'un médecin, des médicaments et 200 hommes tandis qu'un véritable cordon sanitaire est décidé pour isoler la région. A cette époque de l'année, au moment des moissons, les Fiumorbais ne sont pas au village mais dans leurs *tuguri*, cabanes de branchages qu'ils édifient dans la plaine pour vaquer plus commodément à leurs occupations. La décision est vite prise : il convient de brûler les *tuguri* de Solaro et de reloger la population dans des abris de fortune, des tentes militaires que l'on amène de Bastia ; le village de Solaro n'est pas le seul à être touché comme l'attestent les rapports médicaux établis en la circonstance. Il faut attendre le mois de frimaire pour voir l'épidémie diminuer d'intensité et elle se résorbe en nivose ¹¹.

Alors que le Fiumorbo est sur la sellette, on constate que son « image » est toujours la même : « *ce pays*, dit Renucci, *a vécu jusque là dans un état de misère et de semi barbaria et aucun gouvernement n'a jamais rien fait pour y introduire le arte della civilta... fiers de caractère et rusés, ils devinrent insoumis et quasi affatto indipendenti* ». Ambroggio Rossi en parle en des termes voisins lorsqu'il dit qu'« *ils sont plus habitués aux maquis qu'aux maisons et à la vie errante des campagnes qu'à la société civilisée* ».

L'année suivante 1798 qui est celle de la *Crocetta*, sorte de mouvement sanfediste corse qui réagit dans le Deçà des Monts principalement contre la politique antireligieuse du Directoire, le Fiumorbo est déjà en effervescence. En juillet 1799, alors qu'il est de plus en plus question de l'agitation des *fuorusciti* réfugiés en Toscane, en Sardaigne et à l'île de la Madalena où ils mûrissent avec les Anglais un plan de reconquête de l'île, le premier débarquement de 200 à 300 émigrés est signalé dans le Fiumorbo par le rapport Ambert ¹². Or, il est dit explicitement que le terrain de la révolte a été préparé par la venue des percepteurs qui ont voulu lever des taxes sur les biens nationaux. Les représailles sont sévères et en 1799 les villages d'Ornaso, Isolaccio et Prunelli sont brûlés par la troupe. Le général Cervoni évoquera l'année suivante « *les habitants de cette affreuse contrée qui vivent comme des Arabes depuis qu'on a brûlé leurs habitations* ». En décembre de la même année, ils sont 700 à 800 insurgés dans la région de Porto Vecchio dont ils menacent la garnison. Leur rôle est déterminant en 1800 où ils

11. F.O. RENUCCI, *Storia di Corsica* p. 124 et sq et A. ROSSI, *Osservazione storiche* XV, VIII, p. 380.

12. Cité par P.P. SANTINI, « Etat de la Corse en 1800 d'après les rapports de l'autorité militaire » dans *Mélanges d'études corses offerts à Paul Arrighi*, Aix, 1971.

accueillent chez eux les émigrés et crient : « Vive Paul 1^{er} de Russie ! ». A cette date ils sont directement responsables de l'échec d'une seconde expédition de Sardaigne que comptait faire le Premier Consul à partir de la Corse.

La tension retombe en 1801 mais le problème demeure entier dans un pays éprouvé par la peste, la répression et la rébellion. Aussi n'est-il pas surprenant au temps de Napoléon de voir le Fiumorbo cité parmi les régions qui causent le plus d'inquiétude au général Morand, gouverneur militaire de l'île, nanti de pouvoirs exceptionnels. Les biens de l'émigré Frediani, momentanément sous séquestre, sont redevenus nationaux et la perception des droits est toujours aussi impopulaire. Pourtant Morand a usé d'habileté dans un premier temps en cherchant à rallier les notables et à satisfaire partiellement le peuple. F.O. Renucci rapporte comment la levée des bataillons de chasseurs corses a été dans le pays l'occasion de distribuer des brevets de capitaine... et sans doute aussi le moyen de se débarrasser d'éléments dangereux dirigés vers les champs de bataille du continent¹³. La bienveillance de Morand se manifeste encore en 1808 lorsqu'il prend l'initiative de régler par un arbitrage la question du Migliacciaro. Les représentants des différentes municipalités sont convoqués devant le préfet et le procureur pour faire valoir leurs droits contre les Frediani et les Morelli. Ces derniers doivent faire des concessions et restituer des terres aux communes¹⁴. Pour s'attacher la fidélité des notables, Morand leur distribue *denari* et *impiegbi* (de l'argent et des emplois), comme l'avaient déjà fait les Génois, les Français et les Anglais¹⁵. C'est l'époque où Martinetti d'Ornaso est juge de paix tandis que Tomaso Sabini de Poggio di Nazza, protégé de Morand et capitaine de plusieurs compagnies de chasseurs, apparaît comme un roitelet du pays. C'est lui qui perçoit alors les droits du Migliacciaro pour le compte de l'Etat au grand dam des paysans. Comme toujours dans ces cas là, les faveurs des uns provoquent l'*invidia* (la jalousie) des autres et les Laurelli, notables d'Isolaccio, intriguent pour « détronner » les Sabini et les Martinetti. A la faveur de nouveaux incidents qui se produisent en mars (l'attaque de la gendarmerie par des « bandits ») Carlo Laurelli réussit à mettre en cause ses rivaux dont Giulio Martinetti fils du juge de paix qui aurait conduit l'opération. Il obtient gain de cause et la justice de paix passe des mains des Martinetti aux Laurelli. Morand perd patience et décide de frapper un grand coup en représailles de l'attaque de la gendarmerie : à l'automne 1808 les troupes pénètrent dans Isolaccio et l'ensemble de la

13. F.O. RENUCCI, *Storia di Corsica*.

14. Fontanilles LAURELLI, « La répartition du domaine du Migliacciaro entre les communes du Fiumorbo sous le premier Empire » dans B.S.S.H.N.C. n° 566.

15. Sur ce trait de permanence F. POMPONI, « L'impiegbo comme lien de relation de la Corse à l'Etat » dans *Peuples méditerranéens* (à paraître).

population masculine du village, maire en tête, est arrêtée. Certains seront fusillés, d'autres seront déportés à Toulon puis à Embrun ¹⁶.

Cette terrible répression contribua un peu plus à faire des Fiumorbais des victimes et elle laissera des traces dans la mémoire collective ¹⁷. Les remuants notables n'ont point été épargnés par Morand dont la sévérité provoqua un rappel à l'ordre de la part de l'Empereur. C'est cette image de peuple insoumis et martyr que l'histoire a gardée du Fiumorbo au temps de l'Empire. Le préfet du Liamone résume la situation de la période et nous ramène aux permanences structurelles lorsqu'il écrit que « *les habitants du Fiumorbo, sans se situer en état d'insubordination ouverte se faisaient remarquer par des difficultés et des prétextes les plus astucieux s'opposant sans cesse à l'exercice des lois sur la conscription et les contributions* ».

Si l'on n'était pas averti par cette série d'événements et de comportements qui du temps des Génois à celui de Napoléon nous ont mis en présence d'un Fiumorbo en rébellion ouverte ou larvée contre le pouvoir en place, nous serions surpris de ce qui se passe au moment des Cent Jours. La période est marquée par l'aventure du commandant Poli que l'intéressé a relatée dans ses *Mémoires*. Nous avons déjà rencontré le commandant Poli, originaire de Sari de Porto Vecchio, dans les rangs des « contre-révolutionnaires » qui en 1800 attaquaient Sartène... Sans doute criait-il alors et faisait-il crier par ses *seguaci* « Vive Paul 1^{er} de Russie ! » Il apparaît en 1814 comme un fidèle de l'Empereur qu'il a suivi à l'île d'Elbe. Il est chargé par Napoléon de préparer la Corse à ce qui sera « le dernier vol de l'Aigle ». Or, c'est à Sari de Porto Vecchio et dans le Fiumorbo, proche de l'île d'Elbe, où il a débarqué qu'il fait maintenant acclamer le nom de l'Empereur ! N'en soyons point étonnés : en arrivant dans son pays il a appris que les percepteurs de la première Restauration étaient passés par là... ils ont été assaillis par la population qui a abandonné le village et s'est réfugiée dans les bois : « *j'arrivais, écrit Poli, pour révolutionner mon pays et je trouvais précisément la moitié de la besogne faite ? Désormais, il ne s'agissait plus que de s'emparer de ce mouvement, de le régulariser, de l'agrandir* » ¹⁸.

16. E. FRANCESCHINI. « Une opération de police en Corse en 1808 », dans *Revue de la Corse* n° 72, 1941.

17. Longtemps après l'événement, un « voyageur de Corse », Léonard de Saint-Germain, pouvait recueillir dans le canton de Zicavo un *lamento* où était stigmatisée la sévère répression de Morand :

« Ma l'infamu di Murandi
Surrano la parrintia
L'arristo tutt'in un ghiornu
e ne fece la stirpia
... »

cité dans *Le Memorial des Corses*, sous la direction de F. POMPONI III, p. 46.

18. Les *Mémoires* du commandant Poli ont été publiées dans la revue *Etudes Corses*, 1954-1955.

Voilà donc les Fiumorbais victimes de Morand qui s'engagent sous la bannière impériale dans la rébellion contre les Bourbons !

C'est presque deux ans après l'échec des Cent Jours... en 1816, qu'éclate à proprement parler en Corse « la guerre du Fiumorbo », la plus importante de toutes les insurrections qui ont agité le pays et la tradition veut que Napoléon à Sainte-Hélène ne se lassait pas de relire dans les journaux anglais les exploits de ses compatriotes. Le Fiumorbo dernier bastion du bonapartisme ? Il faut y voir de plus près et, à la lecture des *Mémoires* du commandant Poli, nous sommes portés à limiter la part de l'idéologie dans l'événement. Une fois encore ce sont les permanences de comportement et l'archaïsme des structures qui nous frappent. Laissons ici les « dessous » de l'affaire, le passage de Murat en Corse en 1815, ses contacts avec Poli et le « trésor » qu'il lui aurait laissé en dépôt à la veille de sa « dernière chevauchée ». Retenons plutôt l'image de ces « guerriers » farouches, retranchés dans les bois, les maquis et les grottes, de ces femmes en armes qui se dressent contre les armées des Bourbons où on relève la présence d'anciens généraux de la Révolution et de l'Empire tels que Casalta qui avait déjà combattu les Fiumorbais comme « contre-révolutionnaires ». Dans les préoccupations populaires tiennent encore une grande place la fiscalité, la conscription, la misère... et la question du Migliacciario. Les notables sont là : les Laurelli, Colombani, Martinetti et Poli avec leurs clients (« *ma maison*, écrit Poli, *était presque une caserne, tous mes parents de Zicavo, jeunes et solides montagnards, armés de leurs carabines, étaient logés avec moi* »). Il sera facile au Marquis de Rivière, par la distribution de faveurs, de rallier la plupart d'entre eux... nous les retrouvons plus tard comme maires, conseillers généraux ou lieutenants des voltigeurs, exerçant parfois même, dans le cas de Carlo Laurelli, les trois fonctions à laquelle il convient d'ajouter celle de « chef de bande »¹⁹. Mais il y a aussi, faisant transition entre deux époques, la figure du bandit d'honneur Cosciotto qui lit l'avenir dans une épaule de mouton et n'a rien d'un nostalgique de la Révolution ou de l'Empire. Et que dire de l'« anachronisme » de cette scène où sont évoqués « les anciens » du pays détarrant le *colombo* (corne marine) aux accents guerriers : « *pendant la paix*, écrit le commandant Poli, *le colombo est confié à la garde des sept vieillards les plus âgés de la commune qui le tiennent soigneusement caché ; ce colombo est enfermé dans un fourreau de velours et enveloppé ensuite dans une peau de mouton. Lorsque l'assemblée des chefs, des prêtres et des vieillards a décidé la justice de la résistance, un des sept vieillards tire le colombo de sa cachette, le remet au plus vigoureux montagnard qui, du sommet le plus culminant du village où s'est tenue l'assemblée fait entendre cet instrument* »²⁰. Point de mention de cocarde tricolore ni d'aigle impérial dans ce contexte et,

19. Archives Départementales d'Ajaccio, 4 M, 73-74.

20. Extrait des *Mémoires* du commandant Poli.

si ressemblante soit-elle, on ne saurait confondre du point de vue de la charge symbolique la *baretta misgia* (coiffe des bergers) avec le bonnet phrygien.

Allons encore au-delà de la période pour répondre à la question posée en début d'analyse. L'expérience de la Révolution française, le débat d'idées et l'importance réelle des changements institutionnels, économiques et sociaux, ont-ils eu pour effet d'enraciner dans le Fiumorbo une mentalité progressiste (on dira plus tard « de gauche ») dont on pourrait trouver la permanence ou les résurgences au XIX^e siècle ?

Il ne nous semble pas. C'est plutôt l'hypothèse déjà formulée des « *primitiv rebels* » qui semble se confirmer sous la Monarchie constitutionnelle et au-delà, révolution de 1848 comprise. La résistance à l'intégration qui se focalise sur l'impôt, le service militaire, l'encadrement administratif, la pratique de la justice, ne s'exprime plus sous la forme d'une rébellion ouverte et collective. Elle est de plus en plus canalisée dans les actes d'un banditisme endémique, forme d'élection du refus social et culturel. Mais le plus remarquable est de retrouver comme trait de permanence et point de cristallisation des tensions la question du Migliacciaro.

Les représentants de la classe possédante des anciens *procoi* sont toujours là : en 1821 les héritiers des sieurs Morelli et Frediani réclament même 40.000 francs d'intérêts pour dégâts commis sur leurs biens en 1789. Or, cette même année, on constate que ce qui avait pu donner lieu à émeute ou insurrection populaire à connotation idéologique se mue en acte de banditisme à connotation de revendication sociale. Le fait n'est pas nouveau et, nous l'avons dit, les Génois déjà faisaient la chasse aux bandits qui attaquaient les domaines... mais les masses populaires avaient aussi leurs propres initiatives. Sans doute l'intégration des traditionnels notables au système et aux valeurs dominantes est pour quelque chose dans le changement car les « chefs de parti » hésitent plus à suivre ou à précéder les pulsions de leurs clients. Laissons parler Robiquet qui résume « le cas du Fiumorbo » au moment où ce dernier stade d'évolution n'est pas encore accompli ²¹.

« Le Migliacciaro, dit-il, est un vaste territoire situé dans la plaine du Fiumorbo, sur la rive droite de ce torrent. Possédé à titre domanial par le gouvernement génois, il passa ensuite entre les mains des Fieschi et des Spinola. Plus tard, MM. Morelli et Frediani, de Bastia, en firent l'acquisition. Les habitants des communes voisines ont toujours conservé des prétentions sur ce domaine. Dans les temps de troubles, ils s'en emparent de vive force et en font entre eux le partage. Lorsque l'ordre est rétabli, les propriétaires et les colons rentrent dans leurs droits.

²¹ F. ROBIQUET, *Recherches historiques et statistiques sur la Corse*, Rennes, 1935, p. 420.

En 1821, l'île n'était agitée par aucun trouble ; mais la crainte d'en faire naître rendait l'autorité timide. Un assez grand nombre de contumaces étaient rassemblés dans ce canton ; on les supposait protégés par quelques fonctionnaires du pays dont ils étaient ou les parents ou les clients. Ils ne se cachaient en aucune manière et finirent par agir en maîtres. Au moment de la récolte, ils descendirent à la plaine, pour recevoir de chaque colon de Migliacciao, la part qui devait revenir aux propriétaires ou à leurs fermiers. Ces colons étaient menacés de mort s'ils refusaient d'obéir. Voici la lettre que l'un d'eux reçut :

Les bandits du Fiumorbo à M. Brani

« Notre position nous oblige à chercher les moyens de pourvoir à notre subsistance. Nous savons que vous avez à payer une redevance en blé pour la portion du domaine de M.M. Morelli et Frediani que vous cultivez ; nous vous invitons à la remettre à la personne que nous vous enverrons et qui la recevra telle que vous déclarerez la devoir.

Nous vous prévenons que, si le moindre obstacle est mis à l'exécution de cette mesure, par la force publique ou particulière, vous et votre famille en répondrez sur votre personne et sur vos biens. Nous vous prions de faire une sérieuse attention à cet avertissement dont vous reconnaîtrez bientôt l'exactitude si vous n'y aviez pas égard. »

Vos compatriotes

Les dits bandits

Inutile de se livrer à une explication détaillée du texte. Les protagonistes habituels sont en place : les notables, les propriétaires, les colons et les fermiers, l'Etat... et les bandits qui dès lors ont la vedette : tout en se livrant à une opération de « rackett » ils se donnent le beau rôle en ménageant les colons aux dépens des fermiers et des propriétaires. Nous sommes à l'époque des grands bandits du siècle, les Sanrocchi et les Poli et, non loin du Fiumorbo, à Ampriani, le fameux Gallochio, mi-brigand, mi-bandit d'honneur, redresseur de torts et « patriote ». Le Fiumorbo demeure comme l'écrit le baron de Beaumont dans ses *Observations sur la Corse* « un refuge de contumaces... un rendez-vous des malfaiteurs » expression du refus de l'ordre établi et de la modernité bourgeoise consacrée par la Révolution et par l'Empire.

Francis POMPONI.